

Denis BAUCHARD<sup>1</sup>



## LE MOYEN-ORIENT FACE À LA GUERRE EN UKRAINE

---

**Résumé :** En raison d'une dépendance des pays du Moyen-Orient vis-à-vis de certaines productions russes, l'Arabie saoudite, les Émirats Arabes Unis, le Qatar, l'Irak, le Yémen, la Syrie, la Libye, le Liban et l'Égypte développent une diplomatie partagée entre leur alignement traditionnel vis-à-vis de Washington et l'amélioration des relations avec Moscou. Ces nouvelles dispositions notamment provoquées par la guerre d'Ukraine, poussent également Israël et la Turquie à un rapprochement poussé avec la Chine.

**Mots-clefs :** Autonomie stratégique, Dépendance économique, Diversification, hydrocarbures, Moyen-Orient, Nations Unies, OTAN, Sanctions, Ukraine.

**Abstract:** *Due to the Middle Eastern countries' dependence on certain Russian products, Saudi Arabia, the United Arab Emirates, Qatar, Iraq, Yemen, Syria, Libya, Lebanon and Egypt are developing a diplomacy split between their traditional alignment with Washington and improving relations with Moscow. These new arrangements, triggered in particular by the war in Ukraine, are also pushing Israel and Turkey towards closer ties with China.*

**Keywords:** *Strategic autonomy, Economic dependence, Diversification, hydrocarbons, Middle East, United Nations, NATO, Sanctions, Ukraine.*

---

1. Ancien ambassadeur, Denis Bauchard a effectué une grande partie de sa carrière en Afrique du Nord et au Moyen Orient où à traiter des affaires de cette région au Ministère des Affaires étrangères où il a été notamment directeur pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient (1993-1996). Après avoir été président de l'Institut du Monde arabe (2002-2004), il est aujourd'hui consultant, notamment auprès de l'Institut français des relations extérieures (IFRI). Il est l'auteur notamment de *Le Moyen-Orient au défi du chaos, un demi-siècle d'échecs et d'espoirs*, Paris, Maisonneuve & Larose/Hémisphères, 2021.

EN DÉPIT DE LEUR PROXIMITÉ GÉOGRAPHIQUE, les pays du Moyen-Orient, comme beaucoup de pays du Sud, considèrent que la guerre en Ukraine ne les concerne pas. Il s'agit d'un conflit entre puissances européennes, voire une guerre civile entre Slaves dans un contexte historique complexe. Pourtant l'impact économique et financier de cette guerre est réel, en termes le plus souvent négatifs, mais parfois positifs pour certains pays. La guerre a révélé de la part de plusieurs États de la région une volonté d'affirmer leur autonomie stratégique<sup>2</sup>.

## Des conséquences immédiates et contrastées

### *Un taux de dépendance élevé*

Cet impact est d'abord économique compte tenu du poids que représente la Russie dans des domaines aussi divers que les céréales, les engrais, et les hydrocarbures dans l'économie mondiale. Il en est de même de l'Ukraine dont les « terres noires » en font un des principaux exportateurs de céréales, notamment de blé.

Le taux de dépendance des importations de céréales en provenance de la Russie et de l'Ukraine est d'autant plus fort pour certains pays que les céréales représentent un élément essentiel de l'alimentation de leur population : le taux de consommation est le double de la moyenne mondiale avec de niveaux de dépendance parfois très élevés, 96 % pour le Liban, 92% pour le Soudan, 86 % pour l'Égypte, 57 % pour la Jordanie. Cet impact est double avec une forte augmentation des prix et le risque d'une rupture partielle voire totale des approvisionnements. Après une flambée des prix à la tonne de 36 %, l'accord trouvé sur les céréales, qui reste cependant fragile, a permis de résorber cette hausse par rapport au début de l'année, mais les cours restent à un niveau de plus de 200 dollars/tonne.

L'évolution des cours des hydrocarbures provoqués par le conflit ukrainien et les sanctions prises contre la Russie sont contrastées : impact très négatif pour les pays consommateurs de pétrole, impact globalement positif pour les grands pays producteurs. Après une hausse très forte au moment du déclenchement du conflit sur une base déjà élevée – près de 130 dollars/baril pour le *brent* en mars 2022 – les cours se sont repliés à 83 dollars/baril en décembre sous l'effet du déstockage de réserves stratégiques américaines et du ralentissement de l'économie mondiale. Ils auraient davantage baissé si le plafonnement suivi en décembre d'une baisse de

---

2. Levallois Agnès, Clementz Georges, « L'ambivalence du Moyen-Orient face à la guerre en Ukraine », *Notes de la FRS*, mars 2022 ; « Guerre en Ukraine : le Moyen-Orient refuse toujours de choisir son camp, » *L'Orient-Le Jour*, in *Le Courrier international*, 24 février 2023.

la production dans le cadre de l'OPEP + n'avait pas été décidé. Cette évolution a permis aux pays producteurs d'engranger des revenus substantiels qu'ils entendent bien renouveler en 2023. Avec des prévisions de revenus d'hydrocarbures qui devraient doubler en 2022, l'Arabie saoudite devrait recueillir près de 300 Milliards de dollars, l'Irak et les Emirats arabes unis de l'ordre de 150 Milliards de dollars et le Koweït 70 Milliards de dollars. L'Iran, bien que sous sanction, exporte actuellement environ 1,4 millions de barils par jour essentiellement vers la Chine, et peut également bénéficier de ces cours élevés.

### ***Des tensions économiques et financières***

Ces fluctuations ne peuvent qu'engendrer des tensions inflationnistes et affecter la croissance économique des pays non pétroliers. À cet égard la situation chroniquement difficile de l'Égypte<sup>3</sup> avec ses 105 millions d'habitants dont un large tiers vit au-dessous du seuil de pauvreté et sa forte dépendance à l'égard des céréales, est économiquement sinistrée. Avec un niveau d'inflation de plus de 20 % en glissement annuel, des projets d'investissements gigantesques, notamment pour la construction de la nouvelle capitale, et une fonte de ses réserves de devises, l'Égypte connaît une crise économique et financière majeure. Malgré l'aide massive accordée par l'Arabie saoudite, les Émirats Arabes Unis et le Qatar – au total 29 Milliards de dollars –, le gouvernement a dû faire appel au FMI.

La Turquie, dont l'économie était déjà perturbée depuis quatre ans, doit faire face à une inflation galopante - + 85 % en glissement annuel- à un décrochage de la livre turque par rapport au dollar et à l'euro et à un déficit abyssal de sa balance commerciale tout en réussissant à maintenir un taux de croissance très significatif, de l'ordre de 7 %. D'autres pays en situation économique difficile comme l'Irak, voire sinistrés comme le Yémen, la Syrie, la Libye ou le Liban connaissent une croissance négative et subissent des contrecoups comparables dont on peut penser qu'elles auront un impact sur leur situation sociale et politique en aggravant le chaos qui règne actuellement au Moyen-Orient.

### **Des pays entre complaisance et engagement du côté de la Russie<sup>4</sup>**

On a assisté à un basculement géopolitique qui s'est réalisé progressivement depuis le début du siècle, lié largement aux évolutions de la politique américaine.

3. « Guerre en Ukraine : l'Égypte 'diversifie' ses fournisseurs en blé », *Africa News*, 10 mars 2022.

4. Khalifeh Orwa, « L'embaras des régimes arabes face à la guerre en Ukraine », *Courrier International*, 9 mars 2022.

Depuis l'administration de Georges Walker Bush, elle est passée du « wilsonisme botté » au désengagement en faveur de la priorité chinoise jusqu'au désastre afghan, et a eu de nombreux effets pervers : perte de crédibilité, sentiment que, même pour les amis proches, les garanties de sécurité ne fonctionneraient pas, chaos consécutif à la promotion de la démocratie en Irak, utilisation excessive des sanctions, avec « deux poids, deux mesures » notamment dans la gestion de la question palestinienne.

### ***Une recherche d'autonomie***

Par ailleurs des tensions bilatérales entre les États-Unis et plusieurs pays de la région comme la Turquie, l'Arabie saoudite ou l'Égypte, sont apparues. De son côté, la Russie, après une période d'effacement au lendemain de l'implosion de l'URSS, a dès le début de la première décennie du siècle, réinvesti le Moyen-Orient, non seulement dans ses fiefs traditionnels, mais également vers de nouveaux pays comme l'Arabie saoudite, l'Iran et même Israël. La Chine, depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, avance discrètement ses pions économiques mais aussi stratégiques dans cette zone, cœur de cible de la Route de la soie, comme en témoigne sa visite particulièrement spectaculaire à Ryad en décembre 2022. Enfin de véritables puissances régionales comme la Turquie, l'Iran et l'Arabie saoudite ont développé une politique d'affirmation et d'influence souvent agressive et ne ménageant pas les intérêts occidentaux.

La guerre en Ukraine a accéléré cette évolution. La majorité des pays du Moyen-Orient ont affirmé leur volonté de faire prévaloir leurs intérêts sur leurs alliances traditionnelles, comme l'Égypte<sup>5</sup> ou le Liban<sup>6</sup>, ce qui a conduit la plupart d'entre eux à manifester une certaine complaisance à l'égard de la Russie, un renforcement de leurs liens avec la Chine ou l'Inde, voire, dans le cas de la Syrie ou de l'Iran, un soutien politique et même militaire à Moscou par l'envoi de combattants ou de matériel d'armement.

L'évolution des votes aux Nations unies de certains d'entre eux est à cet égard intéressante. Lors du vote du Conseil de sécurité demandant une réunion d'urgence de l'Assemblée générale, les Émirats Arabes Unis, qui représentent les pays arabes, se sont abstenus. Lors de celui de l'assemblée générale demandant la suspension de la Russie de la commission des droits de l'homme, la quasi-totalité des pays arabes

---

5. Abdel-Hamid Chaïmaa, « La position équilibrée de l'Égypte », *Al-Abram Hebdo*, 9 mars 2022.

6. « “Le Liban est contre toute guerre”, affirme le président Aoun à une délégation de l'Union européenne venue le remercier », *L'Orient Le Jour*, 4 mars 2022.

du Moyen-Orient se sont abstenus, la Syrie et l'Iran votant contre. Seules la Turquie et la Libye ont voté en faveur de la suspension.

De même, la quasi-totalité des pays du Moyen-Orient ont pris leurs distances vis à vis des sanctions adoptées par les États-Unis et l'Union européenne. Certains disent attendre un vote des Nations unies pour agir, étant entendu qu'une telle perspective ne peut intervenir compte tenu du prévisible *veto* de la Russie. Dans les faits, les sanctions ne sont, à quelques exceptions près, pas mises en œuvre par les pays du Moyen-Orient. Il en est ainsi notamment de la fermeture des relations aériennes, des restrictions aux relations commerciales, de la présence d'entreprises russes dans les pays ou d'entreprises moyen-orientales en Russie ou des sanctions visant les oligarques. S'agissant de ces derniers, leurs yachts se sont réfugiés en Turquie, dans le Golfe ou en Israël en toute impunité.

### ***Le cas turc***

Le jeu de la Turquie est spécialement intéressant à suivre. Alors qu'elle a adopté toutes les résolutions de l'ONU condamnant la Russie et approvisionne l'armée ukrainienne en drones<sup>7</sup>, elle garde avec Moscou de bonnes relations, se refuse à mettre en œuvre les sanctions qui visent la Russie, a maintenu les relations aériennes avec Moscou par Turkish Airlines. Si elle interdit la traversée des détroits à la flotte de guerre russe, elle en fait de même pour tous les pays, y compris occidentaux<sup>8</sup>. En prime, le président Erdogan s'efforce de jouer un rôle de médiation<sup>9</sup>, couronné de succès en ce qui concerne le commerce des céréales. Cette diplomatie placée sur le signe du « En même temps » est une affirmation d'indépendance d'autant plus remarquée, que la Turquie est membre de l'OTAN. Si elle a levé son refus de principe à l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN, elle a clairement indiqué qu'elle ne ratifiera pas cet accord tant que ces pays ne lui auront pas donné des garanties en matière de « lutte contre le terrorisme », en clair l'extradition des opposants du PKK qui y sont réfugiés.

---

7. Fernholz Tim, « A cheap drone is giving Ukraine's military an edge against Russia », *Quartz*, March 2, 2022.

8. *Agence France Presse*, « Guerre en Ukraine : la Turquie ferme les détroits du Bosphore et des Dardanelles aux bâtiments militaires », *La Voix du Nord*, 28 février 2022.

9. *Parisien/AFP*, « Guerre en Ukraine : la Turquie va accueillir le premier face-à-face des chefs de la diplomatie russe et ukrainien », *Le Parisien*, 9 mars 2022.

La Syrie et l'Iran<sup>10</sup>, dont les relations de coopération avec la Russie étaient déjà fortes, lui ont apporté un soutien politique dans le cadre des Nations unies. Il semble que des mercenaires syriens soient présents en Ukraine au côté du groupe Wagner<sup>11</sup>. Quant à l'Iran, son apport en matériel militaire semble significatif, même s'il est démenti, tant le domaine des drones que de certains types de missiles.

## Une occasion pour la Chine de renforcer sa présence

### *En Israël*

Malgré ses liens étroits avec les États-Unis, Israël<sup>12</sup> n'est pas en reste : elle ne veut pas déplaire à la Russie qui lui laisse le champ libre pour attaquer des cibles iraniennes en Syrie<sup>13</sup>, ni indisposer l'Ukraine qui conserve encore une communauté juive significative et à qui elle accorde une aide humanitaire, mais il n'est pas question de coopérer sur un « dôme de fer » éventuel. Sa position vis-à-vis de la Chine est également ambivalente : malgré les pressions américaines, les autorités israéliennes ont laissé en 2019, une société chinoise, puis en 2022 une société indienne, prendre le contrôle de parties du port d'Haïfa. Elle montre une certaine réticence à s'opposer à des coopérations dans le domaine des technologies sensibles, malgré les mises en garde de Washington.

### *Dans les pays du Golfe*

Le cas de l'Arabie saoudite<sup>14</sup> est encore plus étonnant. Depuis 2016, elle a développé une coopération tous azimuts avec la Russie et la Chine. Pour la première fois

---

10. Dorsey James M., « Ukraine crisis could produce an unexpected winner: Iran », *Modern Diplomacy*, 26 janvier 2022 ; « La livraison à la Russie de centaines de drones iraniens, un « coup de pouce significatif » », *Le Courrier international*, 24 février 2023 ; Warrick Joby, Wang Amy B, « Iran to send hundreds of drones to Russia for use in Ukraine, U.S. says White House reveals Tehran's plan to supply hardware, training for Russian forces », *The Washington Post*, July 11, 2022.

11. Khalifeh Paul, « Guerre en Ukraine : des Syriens souhaitent se battre dans les deux camps adverses », *RFI*, 9 mars 2022. Adlene Mohammadi, « Guerre en Ukraine : les implications en Syrie et la tentation de la comparaison », *Middle East Eye*, 1er mars 2022.

12. Rouger Nicolas, « Guerre en Ukraine. La position compliquée d'Israël, protégée de Washington, allié de Moscou », *Ouest France*, 6 mars 2022.

13. Ravid Barak, « Israel-Russia coordination in Syria unaffected by war in Ukraine », *Axios*, 9 mars 2022.

14. *Agence France Presse*, « Ukraine crisis: Saudi Arabia, UAE divided over choice between US and Russia », *First Post*, 27 février 2022 ; Lagneau Laurent, « L'Arabie Saoudite négocierait avec la Russie l'achat d'avions Su-35 Flanker-E et de systèmes S-400 », *Opex 360*, 26 février 2021 Khitam Al Amir, « Saudi Arabia offers to mediate in Russia-Ukraine crisis », *World Gulf*, 4 mars 2022.

un souverain, le roi Salman, s'est rendu à Pékin, en mars 2017, puis en octobre de la même année à Moscou, sans compter les rencontres fréquentes et ostensiblement chaleureuses entre Mohamed ben Salman et Vladimir Poutine. Une concertation étroite a été établie dans le cadre de l'OPEP + avec Moscou pour éviter une chute des prix du pétrole voire une augmentation à un niveau élevé. Alors que les États-Unis comme l'Europe, développent des sanctions pour réduire les ressources en devises de la Russie et contrecarrer son agression contre l'Ukraine, Ryad soutient encore en octobre 2022 un accord de réduction de la production des pays pétroliers. Cette décision prise alors que le président Biden était venu, avec des arrière-pensées électorales évidentes, plaider une baisse des cours, frise l'outrage voire la provocation.

La visite récente du président chinois à Ryad relève de cette même volonté saoudienne de diversifier ses partenaires et de se désengager d'une tutelle trop pesante de Washington pour des résultats décevants. L'apparat dont a bénéficié Xi Jinping pour lequel trois sommets ont été organisés – avec le roi, avec les souverains du conseil de coopération du Golfe, et avec de nombreux autres chefs d'Etat arabes est sans précédent. Le nombre d'accords passés – 35 pour 28 Milliards de dollars – la sensibilité militaire de certains d'entre eux de même que les déclarations publiques ou certains points du communiqué commun ne peuvent qu'indisposer les États-Unis. Les propos rassurants distillés par le ministre des Affaires étrangères saoudien le 11 décembre, qui a assuré que « nos relations avec toutes les administrations (américaines) sont très fortes et le demeureront », ne sont sans doute pas de nature à atténuer une réaction négative de Washington. Le lien privilégié avec les États Unis demeure mais il est clair que ce voyage mis en scène avec soin confirme le climat de méfiance qui s'est installé entre les deux pays. Il marque un tournant dans la relation saoudo-américaine et met en danger le pacte du Quincy conclu en 1945.

Les autres pays du Golfe jouent un rôle comparable. Le jeu des Émirats Arabes Unis<sup>15</sup> est assez proche de celui de l'Arabie saoudite même si leurs relations de rivalité se confirment dans le Golfe. Koweït comme Oman ou le Qatar<sup>16</sup> ne veulent pas s'impliquer dans la guerre que mène la Russie contre l'Ukraine et entendent conserver de bonnes relations avec l'Iran. Le Qatar joue de façon évidente le jeu du grand

---

15. Ibrahim Arwa, « UAE stance on Ukraine war reflects 'strong alliance' with Russia », *Al Jazeera*, 3 mars 2022.

16. Reuters, « Qatar's Emir receives call from Ukraine's Zelensky », *Al Arabiya*, 24 février 2022.

écart en fournissant à l'Europe, à des conditions onéreuses, les approvisionnements en gaz qui lui sont nécessaires<sup>17</sup>.

Ainsi les pays du Moyen-Orient, y compris les alliés traditionnels de l'Occident, se retrouvent dans un certain multi-alignement, pour reprendre l'expression du ministre indien des Affaires étrangères, oscillant entre ambiguïté, complaisance voire soutien à la Russie. Ils entendent affirmer des *Realpolitik* qui leurs semblent conformes à leur intérêt national, voire se désengager de la tutelle d'un ami américain jugé non fiable. ■

## Éléments bibliographiques

---

- Abdel-Hamid Chaïmaa, « La position équilibrée de l'Égypte », *Al-Abram Hebdo*, 9 mars 2022.
- Adlene Mohammedi, « Guerre en Ukraine : les implications en Syrie et la tentation de la comparaison », *Middle East Eye*, 1<sup>er</sup> mars 2022.
- Agence France Presse, « Guerre en Ukraine : la Turquie ferme les détroits du Bosphore et des Dardanelles aux bâtiments militaires », *La Voix du Nord*, 28 février 2022.
- Agence France Presse, « Ukraine crisis: Saudi Arabia, UAE divided over choice between US and Russia », *First Post*, 27 février 2022 ;
- Agnès Levallois, Georges Clementz, « L'ambivalence du Moyen-Orient face à la guerre en Ukraine », *Notes de la FRS*, mars 2022 ;
- Dorsey James M., « Ukraine crisis could produce an unexpected winner: Iran », *Modern Diplomacy*, 26 janvier 2022
- Fernholz Tim, « A cheap drone is giving Ukraine's military an edge against Russia », *Quartz*, March 2, 2022.
- « Guerre en Ukraine : la Turquie va accueillir le premier face-à-face des chefs de la diplomatie russe et ukrainien », *Le Parisien/AFP*, 9 mars 2022.
- « Guerre en Ukraine : le Moyen-Orient refuse toujours de choisir son camp, » *L'Orient-Le Jour*, in *Le Courrier international*, 24 février 2023.
- « Guerre en Ukraine : l'Égypte 'diversifie' ses fournisseurs en blé », *Africa News*, 10 mars 2022.
- Ibrahim Arwa, « UAE stance on Ukraine war reflects 'strong alliance' with Russia », *Al Jazeera*, 3 mars 2022.
- Khalifeh Orwa, « L'embarras des régimes arabes face à la guerre en Ukraine », *Courrier International*, 9 mars 2022.
- Khalifeh Paul, « Guerre en Ukraine : des Syriens souhaitent se battre dans les deux camps adverses », *RFI*, 9 mars 2022.

---

17. Krieg Andreas, « Conflit en Ukraine : le gaz du Qatar pourrait-il renflouer l'Europe ? », *Middle East Eye*, 24 février 2022.



- Khitam Al Amir, « Saudi Arabia offers to mediate in Russia-Ukraine crisis », *World Gulf*, 4 mars 2022.
- Krieg Andreas, « Conflit en Ukraine : le gaz du Qatar pourrait-il renflouer l'Europe ? », *Middle East Eye*, 24 février 2022.
- Lagneau Laurent, « L'Arabie Saoudite négocierait avec la Russie l'achat d'avions Su-35 Flanker-E et de systèmes S-400 », *Opex 360*, 26 février 2021
- « La livraison à la Russie de centaines de drones iraniens, un "coup de pouce significatif" », *Le Courrier international*, 24 février 2023
- « 'Le Liban est contre toute guerre', affirme le président Aoun à une délégation de l'Union européenne venue le remercier », *L'Orient-Le-Jour*, 4 mars 2022.
- Ravid Barak, « Israel-Russia coordination in Syria unaffected by war in Ukraine », *Axios*, 9 mars 2022.
- Reuters, « Qatar's Emir receives call from Ukraine's Zelensky », *Al Arabiya*, 24 février 2022.
- Rouger Nicolas, « Guerre en Ukraine. La position compliquée d'Israël, protégée de Washington, allié de Moscou », *Ouest France*, 6 mars 2022.
- Warrick Joby, Wang Amy B, "Iran to send hundreds of drones to Russia for use in Ukraine, U.S. says White House reveals Tehran's plan to supply hardware, training for Russian forces", *The Washington Post*, July 11, 2022.